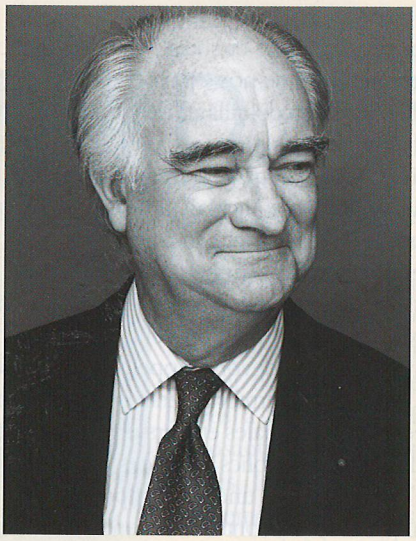
**Par François Bujon de l'Estang, Ambassadeur de France, Président de FBE International Consultants**

# Quelle politique étrangère pour l



Quelles doivent être les grandes orientations de la politique étrangère française dans les années qui viennent ? La campagne électorale qui vient d'aboutir à l'élection de François Hollande n'aura fourni aucun élément de réponse. Si l'on excepte la décision du nouveau président d'avancer à fin 2012 le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, et sa volonté affichée de subordonner la ratification du pacte budgétaire européen à l'ajout d'un volet de croissance au traité signé par son prédécesseur, les sujets internationaux auront été totalement absents des débats.

Au moins peut-on tenir pour assuré que, comme lors de chaque alternance politique, la continuité prévaudra en politique étrangère. Depuis que M. Mitterrand en a donné le signal en 1981 en inscrivant sa diplomatie dans le droit fil de celle du général de Gaulle, la politique étrangère est en France un sujet de consensus presque parfait, et échappe aux débats entre droite et gauche. Seules des nuances, ou les traces de quelques tropismes idéologiques, séparent les deux camps. Le socle désormais appelé « gaullo-mitterrandien » définit les bases de notre action extérieure. Rien ne permet de penser que le nouveau président et son gouvernement soient tentés de s'en écarter.

> "La politique étrangère est en France un sujet de consensus presque parfait, et échappe aux débats entre droite et gauche"

Dans ces conditions, notre action diplomatique pourrait s'articuler autour de quelques grandes orientations. La première consiste évidemment à renforcer l'Union Européenne et à en poursuivre la construction autour d'un noyau dur symbolisé par l'union monétaire et Schengen. La géométrie variable est devenue une réalité. L'urgence consiste bien évidemment à surmonter la crise des dettes souveraines, à maintenir la cohésion de l'eurozone, et à en éviter l'éclatement. La situation est aujourd'hui tellement grave que l'enjeu est bien la survie de l'ensemble de l'entreprise européenne. Mais surmonter la crise ne suffira pas. Il faudra encore redonner une impulsion à la construction européenne, résoudre les problèmes de gouvernance et définir la finalité de l'entreprise si nous voulons restaurer la confiance des opinions publiques dans l'avenir de l'Union.

Une seconde orientation consiste à resserrer nos alliances pour faire face aux menaces nouvelles et multiples qui pèsent sur notre sécurité. La normalisation de la relation de la France avec l'Otan est à présent acquise, ce qui permet à notre diplomatie de travailler à la fois à la modernisation de l'Alliance et au renforcement du dialogue stratégique avec les Etats-Unis. En Europe, il nous appartient de poursuivre nos efforts pour développer une défense européenne centrée sur l'axe franco-britannique, dans la lignée de la déclaration de St-Malo et du Traité de Lancaster House.

Autre orientation majeure : stabiliser le Proche et Moyen-Orient et l'espace méditerranéen. Les tâches sont ici multiples. Il faudra tout à la fois accompagner au mieux le développement des régimes démocratiques issus des « printemps arabes », tout faire, en conjonction avec l'ensemble de la communauté internationale, pour pacifier les pays en ébullition ou en guerre civile (Libye, Egypte, Syrie…), faire échec à la prolifération nucléaire en Iran et prévenir la course aux armements qu'elle ne manquerait pas de déclencher, tenter de maintenir en vie, même sans illusions, un minimum de dialogue israélo-palestinien, et restaurer des relations confiantes avec la grande puissance régionale qu'est devenue la Turquie. Parallèlement, notre pays devra définir, à l'égard du formidable réservoir de croissance que représente l'Afrique, une approche assainie de nos relations, débarrassée des relents funestes de la « Françafrique ».

Au-delà de ces théâtres proches, notre diplomatie devra avoir à cœur de développer un dialogue stratégique avec tous les grands acteurs d'un monde devenu multipolaire. Approfondir un tel dialogue avec nos grands partenaires traditionnels va de soi, qu'il s'agisse de Washington, de Berlin, de Londres, de Rome et Madrid ou de Moscou. Mais il nous faudra aussi développer un vrai dialogue stratégique avec les nouvelles puissances mondiales ou régionales comme la Chine, l'Inde, le Brésil ou la Turquie, et aller avec

# la France ?

ces pays bien au-delà des liens commerciaux, industriels, ou culturels qui ont jusqu'à présent constitué la trame de nos relations.

Il y a là en effet une condition nécessaire pour nous permettre d'agir en faveur du renforcement de la gouvernance mondiale. Le multilatéralisme constitue en effet un élément structurant de l'ordre international, et la France y trouve un relais d'influence privilégié. Membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, membre fondateur du G7 devenu G8 et initiatrice depuis 2008 des réunions au sommet du G20, la France joue un rôle d'impulsion dans le développement de cette gouvernance mondiale. Elle doit le conserver, et continuer de se montrer active dans l'ensemble des organisations qui constituent ce réseau encore fragile. Elle doit s'efforcer notamment d'en améliorer la représentativité, condition nécessaire à leur légitimité, et militer pour l'élargissement du Conseil de Sécurité et la redistribution des quotas au sein du Fonds Monétaire International.

> "Le partenariat avec l'Allemagne est vital : il est fondamental de surmonter les divergences de vue en matière financière, pour rétablir la confiance"

Tout ceci demande non seulement une vision d'ensemble claire et une action bien menée et bien coordonnée, mais suppose aussi que la France sache asseoir sa crédibilité. Celle-ci se trouve aujourd'hui gravement entamée par le déficit abyssal de nos finances publiques, par les menaces qui pèsent sur l'Euro, et par les doutes que suscite, chez plusieurs de nos grands partenaires, l'alternance qui vient de marquer notre vie politique. Rétablir notre crédibilité suppose que soient remplies trois conditions impératives.

La première consiste à résoudre au plus vite – dans les trois mois – la crise de la zone Euro. L'affichage de nos intentions en matière de réduction des déficits publics en sera partie intégrante : sans recourir à des coupes substantielles dans les dépenses de l'Etat, la France ne parviendra pas à convaincre. Mais il faut en outre définir très vite un volet croissance acceptable pour l'Allemagne, ratifier le pacte budgétaire, mettre en place le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) et envisager sérieusement la possibilité d'avancées fédérales décisives en matière d'union fiscale et budgétaire, que compléterait une union bancaire au sein de l'eurozone. Pour y parvenir, et surmonter une crise qui menace aujourd'hui d'emporter l'Union, il est impératif de rétablir toute l'efficacité du moteur franco-allemand, qui donne aujourd'hui de dangereux signes de délitement. Ceci ne peut être fait que bilatéralement, et non à la table des 27, ni même des 17 membres de l'eurozone , et suppose de résister à la tentation de se poser en leader d'un front de contestataires de la rigidité du Chancelier allemand. Il y a là un test majeur pour les nouvelles autorités françaises, comme pour la survie de la zone Euro et l'avenir de l'Union Européenne.

Maintenir notre effort de défense constitue un second impératif. La nécessaire réduction des dépenses publiques et les lourdes contraintes budgétaires qui pèsent sur l'Etat créent dans ce domaine un contexte difficile. Mais il faudra, à l'instar de nos partenaires britanniques, savoir épargner le secteur de la défense. Il nous faut en effet maintenir toutes nos capacités si nous voulons pouvoir faire face aux menaces conjuguées que font peser sur nous l'instabilité dans notre environnement proche, les menaces de prolifération nucléaire au Moyen-Orient, ou les actions terroristes. Ceci suppose à la fois que nous entretenions notre appareil de dissuasion nucléaire qui demeure la pierre angulaire de notre défense, que nous poursuivions la modernisation de l'outil de défense selon les prescriptions du Livre Blanc, bientôt actualisé, et que nous poursuivions le développement de capacités de projection de forces, en conjonction avec nos grands partenaires, au premier rang desquels le Royaume-Uni.

Enfin, il nous faut consentir un effort particulier pour maintenir une relation étroite et confiante avec nos grands alliés, ce qui présente un triple défi. Le partenariat avec l'Allemagne est, on l'a dit, vital : il est fondamental de surmonter les divergences de vue en matière financière, et de mettre à profit l'année 2013, cinquantième anniversaire du Traité de l'Elysée, pour rétablir la confiance. Avec Londres, le partenariat existe en matière de sécurité, mais il faudra travailler à maintenir la cohésion de l'Europe malgré l'accentuation à prévoir d'un clivage entre le noyau dur de l'Union, dont le Royaume-Uni ne fait pas partie, et un second cercle plus lâche, moins intégré, mais qui contribue à assurer sa stabilité. Avec les Etats-Unis enfin, qui s'éloignent de l'Europe pour se tourner vers la zone Asie-Pacifique, il conviendra de préserver la sérénité retrouvée au cours de ces dernières années et de dissiper les craintes ravivées par le retrait d'Afghanistan de voir la France redevenir l'alliée peu fiable trop souvent dénoncée à Washington. ■